

## RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Jacques Adrien, militant socialiste progressiste
- David Bodet militant LCR
- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du MDC
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant syndical
- Serge Guichard, militant du PCF
- Vincent Huet, militant de la LCR
- Sylvie Mayer, militante du PCF
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Gérard Morlier, militant associatif
- Gérard Pocięka, EGAL-91
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:  
Amaury Couderc, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,  
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790  
tel.: 01.64.91.32.75

N° 91 janvier 1998  
6<sup>è</sup> année de parution

## Sommaire

**Amaury Couderc** : Intervention d'Amaury Couderc à la conférence de presse du 23 janvier à Evry, pages 1 et 2

**Robert Duguet** : lettre ouverte à Paul Loridan responsable départemental du MDC, pages 2 et 3

**"TOUS ENSEMBLE" Égalité Solidarité Écologie** : appel pour une liste de gauche, écologiste, indépendante et ouverte, pages 4 et 5

**Gérard Morlier** : recherchons des alternatives économiques pour créer de l'emploi et du lien social, page 6

**Bernard Fischer** : Quitteront-ils le gouvernement suffisamment tôt ?, page 6

# RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

## INTERVENTION D'AMAURY COUDERC À LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU 23 JANVIER À EVRY

Nous appelons aujourd'hui à constituer une liste de rassemblement à gauche. Cette liste s'intitulera "TOUS ENSEMBLE" Égalité Solidarité Écologie. Les premiers éléments de cette liste se mettent en place. Il y aura des socialistes, des communistes, des écologistes, des associatifs, des syndicalistes qui pensent qu'il faut présenter une alternative à la gauche gouvernementale. Certains d'entre-eux se présenteront au nom de leur organisation politique, d'autres à titre individuel, élus ou non. Mais tous sont impliqués dans la victoire de la gauche. Nous ne confondons pas la Droite et la Gauche, même si nous avons aujourd'hui des désaccords de fond qui nous interdisent d'avaliser la politique du gouvernement Jospin comme le font le PS, le PCF, les Verts et le MDC.

Ce gouvernement ne respecte ni les rares promesses faites aux élections ni les accords passés entre ses différentes composantes. Huit mois après les législatives nous ne trouvons pas de réponses aux questions posées par le mouvement social ou plus globalement par la société.

En ce qui concerne l'Europe, les accords PS-PC prévoient de dépasser Maastricht. En effet, les socialistes ont tenu parole ! Ils ont, sans avoir consulté ni le peuple ni la représentation nationale, approuvé "Amsterdam" !!! Ils sont allés beaucoup plus loin... Mais je doute que cela convienne à ses alliés du PC dont en réalité il n'a curc...

Dans ce cadre européen, la marche forcée à la monnaie unique en fonction de critères drastiques entraîne une série de mesures antisociales :

- L'augmentation de la CSG au détriment des petits retraités (la CSG est payée avec des revenus inférieurs à 3500 Fr par mois !).

- La mise en place des fonds de pension (dont Jospin avait pourtant critiqué le contenu) et par là même la fin à terme des retraites par répartition. Seuls ceux qui auront les moyens financiers de capitaliser auront une retraite décente.

La libre circulation des capitaux permet les délocalisations ; Kléber, Perrier, Kodak, le textile, la chaussure, Renault Vilvorde etc. Des dizaines de milliers d'emplois sont supprimés.

Les contraintes européennes visant à libéraliser l'ensemble du secteur marchand entraînent les privatisations de :

- France-Télécom (contre l'avis des salariés)
- La poste envisage de fermer un tiers de ses bureaux !
- Le GAN, dernier grand groupe financier est en voie de privatisation.
- La SNCF sous couvert de restructuration est en fait déstructurée et démantelée en vue de sa privatisation; déjà on annonce l'ouverture de "corridors" ouverts à la concurrence... ..!...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

Imprimé par nos soins

## INTERVENTION D'AMAURY COUDERC...

suite

Dernièrement le Comité d'entreprise a refusé d'avaliser le budget de la SNCF qui prévoit 1500 suppressions d'emplois.

- EDF est mis en concurrence sur tous les réseaux nouveaux  
Avec la mise en place du libéralisme, le service public, dernier garde-fou garantissant au citoyen une certaine égalité, est démantelé par pans entiers.

Et tout cela malgré des accords et des promesses réitérés.

Les lois Pasqua-Debré n'ont pas été abrogées, là aussi malgré des promesses de Jospin. Les sans-papiers continuent à errer de petits



boulots en petits boulots et de planque en planque. Cela est indigne d'un grand pays comme le notre. Le rôle joué à cette occasion par les députés Verts et PC est inacceptable, jamais ces lois n'auraient pu être pérennisées sans leur démission camouflée en abstention ou en refus de vote.

Un peu de courage aurait suffi... le PS n'a pas la majorité à lui seul...

Devant la montée des revendications le gouvernement coincé dans cette logique de construction européenne ne peut même pas satisfaire les revendications les plus criantes, les plus évidentes.

Aux chômeurs qui demandaient un relèvement du minima social, il envoie les CRS.

Dans la population, jour après jour s'ouvre un large espace de contestation à cette politique.

Dans la période récente, le PC occupait cet espace. Aujourd'hui, il a fait le choix de soutenir sans faille ce gouvernement et de privilégier la "solidarité gouvernementale" aux luttes sociales. Cet espace est vide, nous entendons l'occuper avec cette idée qu'une autre politique est possible et qu'il faut la mettre en oeuvre.

Nous sommes nombreux à nous retrouver sur cette idée que la gauche doit changer de politique. Nos candidatures ont cette signification.

A suivi un large débat avec les journalistes présents. La cohérence des réponses faites par les différentes composantes de la liste a permis aux journalistes de constater qu'il y avait moins de divergences entre nous qu'entre les différentes composantes de la gauche dite "plurielle". □

## LETTRE OUVERTE À PAUL LORIDANT, RESPONSABLE DÉPARTEMENTAL DU MDC

Expédié pour information à Jean Pierre Chevènement, s'il condescend.

de Robert Duguet

Cher camarade,

Tu as sans doute remarqué mon absence dans les réunions départementales du MDC après la constitution du gouvernement de la gauche plurielle, suite aux élections législatives de juin 1997. Ce n'était évidemment pas une paresse militante de ma part et je m'en suis expliqué dans les colonnes de "Rassembler à Gauche".

Ce qui devait déterminer une force politique comme le MDC, qui depuis 1992 avait pris langue contre les dérives libérales de la fin du mitterrandisme et affirmait à gauche les valeurs du républicanisme social, c'était d'apprécier si la présence de Jean Pierre Chevènement dans un tel gouvernement avait quelque chance de voir avancer les positions sur lesquelles nous étions fondés. Entrer dans un gouvernement certes, mais sur la base d'un contrat politique. Et s'il y a eu contrat politique entre J.P.Chevènement et L.Jospin je doute que les militants en aient été saisis et qu'il y ait eu une discussion démocratique au sein du mouvement à ce sujet. La dernière réunion départementale du MDC avant les législatives de juin, je me souviens que P.Loridant se dépensait beaucoup pour expliquer qu'il n'y avait aucun accord entre le PS et le MDC. Avec beaucoup d'irresponsabilité, le PCF, le courant Voynet et le MDC sont entrés dans une combinaison, dirigée de manière provisoirement habile par L.Jospin, aux conditions fixées par la politique économique du PS. Passées les pantalonades avec le salariat (un coup j't'vois, un coup j't'vois pas !), nous sommes aujourd'hui en face des vraies contradictions.

**Ce gouvernement ne pourra indéfiniment tenir dans une main les intérêts servilement appliqués de Maastricht et d'Amsterdam et d'un autre jeter de la poudre aux yeux ! D'autant que la poudre se change aujourd'hui en matraque !**

Le mouvement des chômeurs exprime un tournant dans la situation politique. Le 14 janvier 1998, une soixantaine de chômeurs de l'Essonne a investi pacifiquement les locaux de l'ANPE d'Evry : sans perturber le service, ils ont discuté avec le personnel de leur situation. A 17h 15 d'importantes forces, courageusement armées grâce à nos impôts de contribuables, et sur les ordres du ministre de l'Intérieur, ont procédé à une violente évacuation. Notre camarade Amaury Couderc, conseiller régional et animateur du collectif "Rassembler à Gauche" a été sorti avec la même civilité "républicaine" (*J'entends "républicaine" au sens du sigle "Compagnies Républicaines de Sécurité"*), traîné à terre et a reçu de violents coups de pieds dans les côtes par les mêmes "Républicains".

**C'est intolérable ! Est-il indécent de te demander quelle est ta position sur ces événements et si tu condamnes ces faits !**

.../...

## LETTRE OUVERTE À PAUL LORIDANT, RESPONSABLE DÉPARTEMENTAL DU MDC

suite

Tout citoyen honnête est aujourd'hui en droit d'accuser ce gouvernement de continuer à appliquer le plan Juppé, d'élargir l'assiette de la CSG au détriment des principes fondateurs de la sécurité sociale, quand il ne favorise pas la mise en place d'organismes de retraites par capitalisation. Sur cette ligne la morgue de Monsieur Juppé avait rencontré la force de la grève générale de la fonction publique ! Et ceux qui aujourd'hui pantalonnent " républicainement " dans le silence feutré des ministères, ont déjà oublié que la victoire de juin 1997, est l'effet différé sur le plan électoral de l'onde de choc de l'automne 1995. Attention, messieurs, en politique il faut toujours savoir se souvenir d'où l'on vient...

Tout citoyen honnête peut aujourd'hui constater que ce gouvernement, au nom des sacro-saints principes du libéralisme européen, continue à démanteler les services publics (SNCF, France Télécom). Une variété d'un type nouveau à l'enseignement : autrefois nous avions des ministres qui cassaient la maison avec civilité et bonne éducation, là nous avons un ami de Monsieur Jospin impoli, imbu de lui-même et de ses prétendus recherches en géologie, insultant avec morgue les enseignants de l'école publique...

Aujourd'hui les mouvements de chômeurs se situent clairement sur le terrain du mouvement ouvrier.

C'est un répit qui nous est laissé pour dégager des perspectives à gauche. On peut apprécier le soutien apporté par la CGT et la FSU, mais s'inquiéter des positions prises par les bureaux confédéraux de FO et de la CFDT. Cela dit, un gouvernement et un ministre de l'Intérieur qui répondent par la matraque, non seulement prennent une position qui est très majoritairement vomie dans le pays, mais inaugurent une politique qui in fine cherche à contraindre les chômeurs à chercher un cadre d'organisation en dehors du mouvement ouvrier. En général les textes théoriques du MDC ont été conçus pour des gens qui ont Bac + 5 en niveau intellectuel : ces gens-là et Monsieur Chevènement n'ont tiré aucune leçon du passé. C'est profondément affligeant. Dans l'Allemagne dévastée par le chômage de 1918, la social-démocratie a répondu à la gauche du mouvement ouvrier et aux mouvements de chômeurs par la formation des corps francs. Dix ans plus tard l'absence de perspectives anticapitalistes et unitaires à gauche, a conduit les chômeurs à s'organiser dans les sections d'assaut du docteur Röhm, cette fois-ci contre le mouvement ouvrier et sur le terrain de la démagogie fasciste. Ce n'est pas une histoire du passé, c'est une dialectique sociale puissante ! Et les pitoyables pantalonnes républicaines n'y changeront rien !

**Il faut rompre avec cette politique ! Elle mène le pays à la catastrophe.**

Pour revenir au MDC, comme je pense qu'il n'y aura pas de débat démocratique en son sein pour discuter de ces choses, je demande à mes amis de " Rassembler à Gauche " de publier cette lettre dans notre journal : j'ai quelque chance d'atteindre 50% des adhérents du département. Je suis entré au MDC dès sa constitution : j'ai constaté au congrès de Marne la Vallée en 1993 qu'il y avait un réel élan pour construire une force politique nouvelle à gauche. Le congrès qui a suivi à Belfort a montré un mouvement normalisé dans la plus belle tradition néo-stalinienne, recroquevillé sur son courant fondateur (Socialisme et République) et qui coupait ses liens avec tous ceux qui venaient d'autres courants de la gauche antilibérale. Je n'ai pas été particulièrement mitterrandiste dans ma vie

militante, mais la formule employée par François Mitterrand dans les années 1976 à l'égard du CERES m'a semblé tellement juste à Belfort : " une faux petit PC, dirigé par de vrais petits-bourgeois ! "

Dix ans après la destruction du mur de Berlin et l'effondrement du système stalinien, vous êtes très endurant.

Vous vous êtes donné tous les moyens de ne pas construire une force politique nouvelle, alors que vous en aviez la responsabilité et quelques moyens au départ. Il est assez vain de penser qu'il y a un moyen d'endiguer la montée électorale du FN et au-delà la cristallisation d'un parti fasciste, en développant une politique sécuritaire, en rouvrant les maisons de correction et en

tapant sur les chômeurs. Endiguer le FN c'est développer une politique répondant réellement aux aspirations traduites par la victoire de juin 1997, donc dénonçant d'emblée pour la France les traités de Maastricht et d'Amsterdam... La voie choisie par J.P. Chevènement y est diamétralement opposée.

Bon voyage, messieurs; pour ce qui me concerne je ne suis pas dans l'héritage de Jules Moch ou des corps francs de la social-démocratie allemande.

Avec mes salutations militantes.

Ce 21 janvier 1998

Jour anniversaire de la décollation de Louis 16.

Salut à la République Jacobine, sociale et laïque ! Celle qui organisait les réquisitions de blé pour nourrir les chômeurs !

Je doute que le ministre de l'Intérieur de l'époque se soit rendu à Strasbourg pour participer à une messe intronisant la nomination par l'église catholique du nouvel archevêque... Les jacobins étaient laïques et ils n'auraient certes pas reconnu une législation concordataire issue de Bismark et du Reich catholique allemand ! Oui, Monsieur Chevènement, nous avons quelques leçons à vous donner en la matière ! □



# "TOUS ENSEMBLE"

Égalité

Solidarité

Écologie

## Appel pour une liste de gauche, écologiste, indépendante et ouverte.

Nous sommes des femmes et des hommes de Gauche, venant d'horizons divers; militants politiques (socialistes, communistes, alternatifs, écologistes...), associatifs et syndicaux. Du mouvement social de décembre 1995 aux luttes avec les sans-papiers, et pour l'abrogation des lois Pasqua/Debré, en passant par les actions pour le droit au logement, nous avons la certitude d'avoir contribué à la défaite de la droite en juin 1997 par nos actions et nos votes.

Cependant, 8 mois après les élections législatives, nous ne retrouvons pas dans l'action gouvernementale de réponses aux questions posées dans la société et par le mouvement social ; au mieux, les mesures sont insuffisantes ; au pire elles sont contradictoires avec les engagements pris.

Nous sommes aux cotés des chômeurs, pour le droit à un emploi, pour le droit à vivre dignement. Nous ne nous satisfaisons pas des réponses limitées qui ont été données à leurs demandes au nom des soi-disant « grands équilibres économiques ». *Nous condamnons le recours aux forces de police pour évacuer les locaux occupés.*

La signature du traité d'Amsterdam par Lionel JOSPIN, à peine installé à Matignon, borne déjà les avancées sociales possibles.

La politique menée ne rompt ni avec le libéralisme, ni avec le productivisme. Nous souhaitons la mise en oeuvre d'une autre politique ; pour cela nous voulons faire avancer rapidement un certain nombre de propositions :

- Pour l'emploi, la réduction du temps de travail : alors que le projet de loi reste restrictif et risque « d'échanger » diminution du temps légal de travail contre flexibilité et annualisation, nous défendons les 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire avec les embauches correspondantes.
- Pour une politique ouverte et humaine de l'immigration : les lois Chevènement ne traduisent pas de rupture avec les politiques précédentes. Nous demandons l'abrogation des lois Pasqua-Debré et la régularisation de tous les sans-papiers.
- Le Gouvernement applique le plan Juppé sur la sécurité sociale ; vote de la loi de financement à l'assemblée, transferts et augmentation de la CSG particulièrement sensibles pour les retraités, et maintenant annonce de la création de fonds de pensions. Les fermetures de lits dans les hôpitaux continuent. Nous exigeons la suppression du plan Juppé.
- Le traité d'Amsterdam aggrave celui de Maastricht et fixe des obligations en matière économique et financière. Sur le plan social, le sommet de Luxembourg se contente d'émettre des vœux. Nous militons pour une autre Europe privilégiant la personne à l'argent et entretenant des rapports égalitaires avec le reste du monde.

La région Île de France présidée par le RPR est un bateau ivre sans majorité ; chaque vote de décision importante se fait avec les soutiens complices tantôt du Front National, tantôt du groupe « Génération écologie ». Notre volonté pour la région s'insère dans notre conception d'un développement durable. La vision d'une « région capitale » soutenue par les gouvernements successifs, exprimée par les abstentions du PS à la région, aggrave les conditions de vie des Franciliens et n'empêche pas les délocalisations d'emplois. Les habitants de la région parisienne ont besoin d'une politique basée sur la justice sociale, le respect de l'environnement et la démocratie.

- Favoriser la création d'emplois est une priorité passant par la réduction du temps de travail (32h hebdomadaires). La Région peut directement participer à la création d'emplois en favorisant avec les communes, les départements et les grands services de l'état l'embauche sur des emplois stables. A la Région nous transformerons les emplois précaires, tels les emplois jeunes, les CES ou encore les emplois verts favorisés par le groupe des "Verts", en vrais emplois. La politique du logement ne peut continuer à laisser les cités se dégrader et priver de logement social ceux qui en ont le plus besoin. Assurer à tous les jeunes des conditions d'études décentes est aussi une responsabilité du conseil régional ; nous voulons un plan de reconstructions et d'équipement des établissements scolaires publics, transformer la "fac Pasqua" en centre universitaire public.
- Pics de pollution à Paris, mais transgénique dans les zones agricoles, la santé est menacée et le mode de vie des Franciliens harassant. Il est urgent de repenser l'aménagement de notre région dans le cadre du développement durable. Nous voulons rééquilibrer les différents modes de transports en favorisant les moins polluants et les plus sûrs, en développant les transports en commun dans le cadre du service public. Il est possible de réduire les gaspillages individuels et collectifs en généralisant et dynamisant les collectes sélectives et le recyclage des déchets. Un plan régional d'économie d'énergie est nécessaire; nous voulons un contrôle public sur la distribution de l'eau.
- La décentralisation a donné des pouvoirs importants à de nouveaux potentats locaux. La dérive est manifeste à la région et dans notre département où les scandales politico-financiers s'accumulent. La justice doit pouvoir effectuer totalement son travail en toute indépendance. Nous agissons pour une moralisation de la vie publique en Essonne. Cela nécessite une totale transparence dans la gestion : que les élus rendent compte régulièrement de leur mandat devant la population. Nous comptons favoriser la participation citoyenne des acteurs sociaux en donnant les moyens nécessaires aux associations et aux syndicats. Nous luttons contre le cumul des mandats.

Nous voulons qu'à la Région et au Département la droite soit battue. **Nous voulons surtout une gauche qui mène une politique de gauche ; tous ensemble nous la mènerons.** Le Front National se nourrit des « affaires », il prospère aussi sur la crise sociale et les espoirs déçus. Il y a donc danger à ce que la seule voix de Gauche qui s'exprime dans cette élection soit celle de la Gauche gouvernementale.

C'est pourquoi nous lançons cet appel, pour constituer une liste aux régionales et présenter des candidats aux cantonales. Nous nous adressons aux forces politiques de Gauche, écologistes, alternatives, indépendantes de la majorité gouvernementale, aux militants associatifs et syndicaux, aux militants et élus des groupes locaux :

**Tous ensemble, exprimons notre volonté de changer la politique. exprimons notre volonté de changer de politique.**

Les membres suivants du comité de Rédaction de « Rassembler A Gauche » :

Jacques ADRIEN (militant socialiste progressiste) ; David BODET (militant LCR) ; Amaury COUDERC (militant socialiste progressiste) ; Robert DUGUET (militant associatif) ; Michel GALIN (militant syndical) ; Vincent HUET (militant LCR) ; Roland MERIEUX (militant EGAL91) ; Gérard MORLIER (militant associatif) ; Gérard POCIEKA (militant EGAL91) ; Jean SANCHEZ (militant associatif).

✂-----

Nom

Prénom

Adresse

Signature

Merci de renvoyer votre soutien à cet appel à Amaury Couderc, Le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

## RECHERCHONS DES ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES POUR CRÉER DE L'EMPLOI, ET DU LIEN SOCIAL.

par Gérard Morlier

Les appareils politiques de droite et de gauche ne font pas preuve de beaucoup d'originalité lorsqu'ils affirment vouloir donner la priorité à l'emploi. L'annonce de la création de centaines d'emplois dans le Nord, région particulièrement touchée par les restructurations des grands groupes industriels, a déchaîné l'enthousiasme de la gauche officielle et de quelques syndicats.

Le capitalisme japonais arrive au secours d'une région que les capitalistes français ont abandonnée !

Les travailleurs du Nord, qui ont été sacrifiés sur l'autel de la compétitivité, retrouvent des raisons d'espérer. Nous n'allons pas boudier ces emplois alors qu'une partie de la population était menacée par la paupérisation.

La pensée unique fait de l'économie de marché la seule dynamique pour fournir du travail à tous.

Comment faire admettre que l'économie marchande ne suffit plus à assurer le plein emploi et qu'il convient d'organiser une autre forme d'économie qui pourrait déboucher sur un nouveau contrat social ?

Des expériences d'économie solidaire cherchent à organiser des activités obéissant à d'autres règles. Parce qu'elles s'insurgent contre la dissociation entre économie et social, elles dérangent et on cherche à les marginaliser.

Les pratiques de l'économie solidaire ne sont pas des pis-aller dans l'attente de réformes plus profondes ou des formes d'économies fourre-tout qui légitimeraient l'éclatement de la condition salariale.

Résumé très succinctement, l'économie

solidaire est une forme d'organisation de la production de biens et de services qui se fixe comme objectif de faire participer au maximum tous les intéressés (usagers, clients, consommateurs, collectivités) au processus de production. Elle suggère une hybridation des économies marchandes et non marchandes, monétaires et non monétaires et la production de solidarités de proximité, volontaires et choisies.

En Essonne les premières expériences sont engagées et la perspective de constituer un pôle de développement de l'économie solidaire existe.

Le moment est peut-être venu d'engager le débat sur toutes les opportunités de créations d'emplois socialement acceptables, sur les formes de travail autres que l'emploi, sur la recherche d'un partage de l'emploi qui ne se fassent plus au détriment de certains groupes sociaux.

Les pouvoirs publics, les institutions, les représentants de la gauche officielle, sont dans des logiques de programme délimitées nationalement et ils perçoivent les projets locaux comme des foyers de subversions.

Parce que l'expression de la gauche réelle est rendue possible par RAG n'est-il pas temps d'oser confronter nos idées subversives ? □

## QUITTERONT-ILS LE GOUVERNEMENT SUFFISAMMENT TÔT ?

par Bernard Fischer

Dans la chronique des événements politiques et sociaux de la France du gouvernement de la gauche plurielle, il y a deux dates importantes. Le 10 décembre, ce sont les élections prud'homales. C'est aussi l'adoption au conseil des ministres du projet de loi pour les trente-cinq heures. Le 16 décembre, c'est le vote à l'assemblée nationale en première lecture du projet de loi Chevènement par 276 voix contre 256. C'est aussi l'élection d'Antoine Ernest Seillères au poste de président du CNPF.

Le résultat le plus important des élections prud'homales, c'est, bien sûr, un taux d'abstention record de 70 %. Il précipite la recomposition syndicale dont les échéances les plus importantes sont les suivantes. Dès l'annonce des résultats des élections du 10 décembre, la majorité de la fédération des cheminots Force Ouvrière annonçait son départ de la confédération. La minorité de Force Ouvrière et Jacques Mairé, son candidat au poste de secrétaire général de la confédération au dernier congrès confédéral contre Marc Blondel, prépare son départ de la confédération et son arrivée à l'« Union Nationale des Syndicats Autonomes »

(UNSA) à l'occasion du prochain congrès de l'UNSA au mois de mai 1998. Les résultats catastrophiques de la CGC préparent également sa disparition au profit de l'UNSA. Celle-ci remplacera tout simplement la CGC comme cinquième confédération syndicale française. Enfin, une réunion nationale du groupe des dix et des syndicats SUD transformera enfin celui-ci en une véritable union syndicale au mois de janvier 1998.

La principale cause de la crise de Force Ouvrière est le noyautage de Force Ouvrière par le groupe de pression lambertiste. D'autre part, la nouvelle direction du CNPF prend position pour l'abandon de la gestion paritaire et de la participation des représentants du CNPF dans les conseils d'administration des caisses de sécurité sociale.

Le phénomène majeur du vote du projet de loi Chevènement est l'abstention des députés communistes et la non-

participation des députés verts. Le vote du projet de loi Chevènement et la préparation des prochaines échéances parlementaires, en particulier le débat et le vote du projet de loi pour les trente-cinq heures au mois de janvier 1998, donne l'occasion d'un premier bilan des six premiers mois du gouvernement Jospin.

Le vote du projet de loi Chevènement est la conséquence d'un échec du mouvement social, en particulier de la dernière manifestation nationale du mouvement des sans papiers du 22 novembre 1997. Le 22 novembre, c'est la dernière manifestation du mouvement des sans papiers et c'est le début du débat parlementaire, comme si le débat parlementaire succédait au mouvement social, il n'y a pratiquement pas de relation entre le mouvement social et associatif et l'action d'un certain nombre de députés à l'intérieur de l'assemblée nationale.

La bonne stratégie relative au gouvernement Jospin est une stratégie d'amendement. C'était vrai pour le projet de loi Chevènement, c'est vrai pour le projet de loi pour les trente-cinq heures. La bonne stratégie relative au projet de loi pour les trente-cinq heures, c'est l'action pour l'extension et l'intégration des entreprises de moins de vingt salariés et de la fonction publique dans le projet de loi et dans la perspective des trente-cinq heures.

La bonne stratégie relative à un gouvernement de front populaire dans les premiers mois de son existence n'est pas une stratégie d'opposition frontale.

Le gouvernement Jospin n'applique même pas son propre programme. La bonne question et la bonne stratégie sont la stratégie de l'action gouvernementale, que ferions-nous si nous étions au gouvernement, que font nos ministres. Jean Claude Gaysot et Dominique Voynet quitteront-ils le gouvernement suffisamment tôt ? □

